

UN COMMERCE PROSPÈRE ET RESPONSABLE POUR LE CANADA

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

**Rapport financier trimestriel
au 30 septembre 2020**

Non audité



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Aperçu	2
Sommaire des résultats financiers	6
Déclaration de responsabilité de la direction	10

États financiers consolidés résumés

État consolidé résumé de la situation financière.....	11
État consolidé résumé du résultat global.....	12
État consolidé résumé des variations des capitaux propres	13
Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie	14
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés	15
Note 1. Méthodes comptables significatives	15
Note 2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes	17
Note 3. Passifs au titre des primes et des sinistres	21
Note 4. Passifs éventuels.....	22
Note 5. Capitaux propres	22
Note 6. Juste valeur des instruments financiers.....	22
Note 7. Risques liés aux instruments financiers	23
Note 8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	25
Note 9. Charges liées aux sinistres	25
Note 10. Autres (produits) ou charges.....	26
Note 11. Charges administratives	26
Note 12. Transactions entre parties liées	26

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Le présent document contient des projections et d'autres déclarations prospectives à l'égard d'événements futurs. De par leur nature, ces déclarations se fondent sur des hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques inhérents. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives.

APERÇU

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est non seulement de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du Canada d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international, mais aussi de fournir du financement d'une manière qui reflète les priorités du Canada en matière de développement international. EDC offre des produits d'assurance, des services de financement, des produits de cautionnement, des solutions aux petites entreprises et des outils de gestion du risque de crédit en ligne. Ses clients sont des exportateurs et des investisseurs canadiens, ainsi que leurs clients internationaux. Elle accorde une attention particulière aux petites et moyennes entreprises en concevant des outils qui leur permettront de réussir sur les marchés internationaux. EDC est une société d'État entièrement détenue par le gouvernement du Canada qui rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international. Elle génère son chiffre d'affaires principalement en percevant des intérêts sur ses prêts, des commissions sur ses produits de cautionnement et des primes sur ses produits d'assurance.

Depuis mars 2020, le gouvernement du Canada a annoncé un certain nombre de mesures pour augmenter la capacité d'EDC à aider les entreprises canadiennes éprouvant des difficultés financières extrêmes à cause de la réaction mondiale au coronavirus 2019 (COVID-19) : le Programme de crédit aux entreprises (PCE) – qui vient accroître le volume du financement commercial –, des programmes d'assurances s'appuyant sur notre gamme existante de solutions financières, et l'élargissement de notre mandat pour nous permettre de soutenir les institutions financières canadiennes offrant du financement et du crédit aux entreprises actives au pays et ainsi aider encore plus de sociétés canadiennes à obtenir le crédit dont elles ont besoin pour survivre à cette crise sans précédent. Le ministre des Finances a été temporairement habilité à fixer la limite de capital et la limite pour le passif éventuel d'EDC, de même que la limite du Compte du Canada, autorisation qui a pris fin le 30 septembre 2020. Durant cette période, la limite du passif éventuel a été élevée de 45 milliards à 90 milliards de dollars, et celle du Compte du Canada, de 20 milliards à 115 milliards de dollars.

Conjoncture économique

Après avoir affiché pendant le confinement la chute la plus abrupte jamais enregistrée, l'activité économique mondiale a rebondi étonnamment vite au troisième trimestre avec la réouverture de nombreuses entreprises; le Fonds monétaire international a d'ailleurs revu à la hausse ses prévisions du PIB mondial pour 2020, sentant la bouffée d'optimisme des données initiales. Malheureusement, vers la fin du trimestre, cet élan a été freiné par la crainte d'une deuxième vague de contamination. C'est alors que plusieurs grandes économies ont soit arrêté d'assouplir les règles, soit rétabli des restrictions en prévention. Notons que les secteurs de l'hébergement, du voyage et du divertissement ont tous été frappés de façon démesurée par les restrictions entourant la pandémie. Cela dit, sur le plan de l'emploi, de nombreux pays avancés ont recouvré une part raisonnable de leurs pertes. Les données recueillies à l'approche du quatrième trimestre indiquent une relance vigoureuse, mais on s'attend à d'autres reculs d'ici la fin de 2020 et en 2021.

Les banques centrales de partout dans le monde continuent d'apporter leur soutien en affichant des taux d'intérêt parmi les plus bas jamais vus et en achetant de grandes quantités d'actifs. La situation sur les marchés des capitaux mondiaux et les cours des produits de base font passablement meilleure figure qu'en avril. Les cours pétroliers américains se sont redressés, mais demeurent sous les niveaux d'avant la COVID-19 en raison de la faible demande mondiale. Les consommateurs et les entreprises continuent de recevoir d'importants transferts fiscaux directs. Les indicateurs de confiance affichent une amélioration marquée, et les dépenses de détail sont revenues près de la normale. Toutefois, la conjoncture économique varie non seulement entre les secteurs, mais aussi d'un pays à l'autre. La Russie, le Royaume-Uni et la France sont aux prises avec des taux d'infection élevés, tandis que certains pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord ont mieux réussi à contrer le virus.

Au Canada, la croissance du PIB a affiché sa baisse la plus brutale à ce jour, fléchissant de 39 % sur une base annualisée. La relance économique allait bon train dans toutes les provinces et dans de nombreux secteurs, mais les nouvelles restrictions risquent de la ralentir. Les politiques budgétaires demeurent clémentes, la Banque du Canada indiquant qu'elle maintiendra son taux directeur à 0,25 % plus longtemps. Les données sur l'emploi, l'exportation et le marché de l'habitation montrent un regain d'activité rapide qui souligne l'ampleur des progrès observés dans l'économie canadienne depuis avril. Néanmoins, devant cet élan qui s'essouffle et la multiplication des cas, les perspectives restent très incertaines.

Poussés par la conjoncture, les clients d'EDC ont commencé à utiliser leurs facilités de crédit renouvelables pour maintenir leurs liquidités, à hauteur de 1,1 milliard de dollars entre la deuxième moitié de mars et le 30 septembre, contribuant ainsi à la hausse globale de notre solde de prêts bruts. Nous avons offert un soutien additionnel en reportant les remboursements de prêts, les commissions de garantie de prêts et les primes d'assurance pour de nombreux clients. De plus, le total du compte de correction de valeur pour pertes de crédit dans notre portefeuille de prêts s'est accru de 225 % pour passer à 3,3 milliards de dollars dans les neuf premiers mois de l'année; les augmentations les plus importantes concernent les secteurs de l'aéronautique (835 millions), des technologies des communications (418 millions), des mines (271 millions) et du pétrole et du gaz naturel (228 millions), de même que les prêts à des emprunteurs souverains (231 millions). Afin de prendre en compte les difficultés économiques liées à la crise de la COVID-19, qui ne sont pas prises en compte dans les cotes de crédit actuelles, nous avons établi des modèles de gestion particuliers pour nos portefeuilles de prêts et d'assurance. Ces modèles, issus de calculs qui tiennent compte de tous les secteurs des portefeuilles pouvant souffrir de la situation, abaissent la cote de crédit en fonction de l'information limitée disponible au moment de l'établissement des états financiers. À mesure que la situation se précise, nous ajustons la cote de crédit et retirons les modèles particuliers, s'il y a lieu. Fin septembre, nous avons examiné 67 % des débiteurs auxquels un modèle s'appliquait et ajusté la cote de crédit ainsi que le modèle en conséquence.

Gestion des risques

Du fait de nos activités, nous sommes exposés à un large éventail de risques, notamment d'ordre stratégique, financier et opérationnel. Nous gérons les risques à l'aide d'une structure de gouvernance constituée de trois lignes de maîtrise qui privilégie une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, avec une obligation redditionnelle et des responsabilités d'appropriation du risque clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Cette structure fait en sorte que l'appétit pour le risque est transmis en cascade à l'échelle de la Société; elle établit aussi des forums constituant pour la haute direction un cadre propice pour dûment examiner, discuter et débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et pour toutes les fonctions de la Société. Cette structure nous permettra de continuer à gérer nos activités en dépit des risques accrus liés à la conjoncture actuelle et de l'élargissement de notre appétit pour le risque en réponse à la pandémie. Pour un examen plus approfondi de notre gestion des risques, consulter les pages 65 à 74 de notre Rapport annuel 2019. Pour des précisions sur les risques liés aux instruments financiers, voir la note 7 afférente aux états financiers ci-joints.

Incidence des fluctuations du cours du change sur les résultats financiers

Nos résultats libellés en devises sont influencés par les fluctuations du cours du change. Au cours des trois premiers trimestres de 2020, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain, atteignant 0,75 USD à la fin du trimestre, contre 0,77 USD à la fin de l'exercice précédent. Cette dépréciation a donné lieu à une augmentation de la valeur de nos actifs et de nos passifs, qui sont principalement libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de clôture. De plus, la valeur moyenne du dollar canadien au troisième trimestre de 2020 a reculé par rapport au dollar américain, s'établissant à 0,75 USD, contre 0,76 USD au troisième trimestre de 2019. Ce recul a eu un effet favorable sur nos résultats financiers, puisque les composantes du bénéfice net ainsi que les activités facilitées sont converties au taux de change moyen.

Activités facilitées

Les activités de financement et de placement facilitées ont reculé de 16 % par rapport à la période correspondante en 2019 en raison surtout d'une baisse de 30 % des prêts directs dans le secteur du pétrole et du gaz naturel et celui des mines, ce qui a été partiellement contrebalancé par une augmentation de 64 % des garanties de prêt, surtout des garanties du PCE dans les secteurs de l'industrie légère, de l'information et des technologies.

Les activités facilitées au titre des garanties pour le commerce international ont bondi de 45 % par rapport à la même période en 2019, ce qui est principalement attribuable aux secteurs de l'infrastructure et de l'environnement, des institutions financières et du pétrole et du gaz naturel, malgré une légère baisse dans le secteur du transport de surface.

Les activités facilitées pour l'assurance d'institution financière ont augmenté de 43 % par rapport à la période correspondante de 2019, à cause d'une demande de soutien accrue, surtout sur les marchés latino-américains et asiatiques.

Dans l'ensemble, notre soutien total au titre du PCE se chiffre à 4,7 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 2020, principalement sous forme de prêts directs, dont 50 % destinés au secteur de l'aéronautique. Il comprend aussi 1,3 milliard en garanties fournies à des PME (43 % des transactions).

Activités facilitées

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Périodes de neuf mois closes le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019
Activités facilitées		
Prêts directs	9 298	13 201
Financement de projet	3 531	3 493
Garanties de prêts	2 401	1 466
Placements	205	257
Total du financement et des placements	15 435	18 417
Assurance crédit	43 099	42 921
Assurance d'institution financière	7 696	5 401
Garanties pour le commerce international	6 439	4 441
Assurance risques politiques	1 610	2 104
Total des assurances	58 844	54 867
Total	74 279 \$	73 284 \$

Soutien au titre du PCE inclus dans les activités facilitées

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020	
	Nombre de transactions	Activités facilitées
PCE – Activités facilitées		
Prêts directs	29	2 281
Garanties de prêts*	485	637
Garanties – PCE	538	664
Placements	34	66
Total du financement et des placements	1 086	3 648
Assurance crédit	1 073	269
Garanties pour le commerce	244	745
Total des assurances	1 317	1 014
Total	2 403	4 662 \$

*Garanties de prêts faisant partie de notre suite de produits existants.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Performance financière

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le		
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019	Sept. 2020 Plan d'entreprise
Produits du financement et des placements, montant net	305	312	912	925	986
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net ⁽¹⁾	75	63	203	192	208
Profits ou (pertes) réalisés ⁽²⁾	15	(5)	89	(16)	(3)
Produits des activités ordinaires, montant net	395	370	1 204	1 101	1 191
Charges administratives	136	128	394	395	391
Provisions pour pertes de crédit	64	182	2 385	192	603
Charges liées aux sinistres	79	21	351	73	150
Résultat avant les (profits) ou pertes latents	116	39	(1 926)	441	47
Pertes (gains) latentes sur instruments financiers ⁽²⁾	(232)	158	72	268	-
Bénéfice (perte) net	348	(119)	(1 998)	173	47
Autres éléments du résultat global	28	(58)	(86)	(53)	24
Résultat global	376 \$	(177) \$	(2 084) \$	120 \$	71 \$

⁽¹⁾ Y compris les commissions de garantie de prêt.

⁽²⁾ Comptabilisés dans les autres (produits) ou charges de l'état consolidé résumé du résultat global.

Faits saillants du trimestre

Nous avons enregistré un **bénéfice net** de 348 millions de dollars au troisième trimestre de 2020, contre une **perte nette** de 119 millions en 2019. Cette baisse est principalement attribuable aux gains latents sur nos instruments financiers ainsi qu'à la diminution de nos provisions pour pertes de crédit, partiellement contrebalancée par une hausse des charges liées aux sinistres.

Le **bénéfice net** se chiffrait à 395 millions de dollars au troisième trimestre de 2020, en hausse de 25 millions par rapport à la même période en 2019, principalement en raison des profits réalisés dans nos portefeuilles de titres négociables et de placements ainsi que des hausses de primes d'assurance et de commissions de garantie venant avec le plus grand volume d'activités facilitées.

Nous avons inscrit des **gains latents sur instruments financiers** se chiffrant à 232 millions de dollars au troisième trimestre de 2020, surtout grâce aux excellents résultats de nos investissements directs et de nos placements dans des fonds, comptabilisés en profit ou en perte à la juste valeur.

Les **charges liées aux sinistres** ont été de 79 millions de dollars au troisième trimestre de 2020, surtout à cause d'une augmentation des indemnités nettes payées dans le contexte de la COVID-19.

Les **provisions pour pertes de crédit** de 64 millions de dollars au troisième trimestre de 2020 sont principalement attribuables à la détérioration persistante de la qualité du crédit tant de nos prêts productifs que de nos prêts dépréciés, qui découle de l'incertitude économique associée à la pandémie de COVID-19. Dans le cas des premiers, cette détérioration a entraîné des charges totalisant 200 millions de dollars, la plus grande ayant atteint 57 millions en raison d'une décote dans le secteur aéronautique. La multiplication des prêts dépréciés et des modifications aux recouvrements estimés sur les prêts dépréciés existants a quant à elle entraîné des charges totalisant 132 millions de dollars de plus, dont une de 69 millions liée à un débiteur douteux du secteur de l'information et des technologies. Ces pertes ont été partiellement atténuées par une reprise de provisions de 285 millions de dollars suivant la mise à jour des hypothèses macroéconomiques utilisées pour calculer le compte de correction de valeur.

Les **autres éléments du résultat global** se sont chiffrés à 28 millions de dollars, surtout en raison du rendement positif des actifs des régimes de retraite.

Faits saillants depuis le début de l'exercice

La **perte nette** s'élève à 2,0 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 2020, surtout à cause de l'augmentation des besoins en matière de provisions pour prêts et des charges liées aux sinistres.

Le **bénéfice net** se chiffre à 1,2 milliard de dollars, une hausse de 103 millions par rapport à la même période en 2019, principalement en raison des profits réalisés dans nos portefeuilles de titres négociables et de placements. Ce résultat est légèrement supérieur à celui prévu au plan d'entreprise, surtout grâce aux gains réalisés, quoiqu'amoindris par l'augmentation du coût de nos emprunts et la baisse de revenu des commissions sur prêts, toujours par rapport au plan.

Les **charges liées aux sinistres** sont en hausse de 278 millions par rapport à la même période en 2019, et de 201 millions par rapport au plan d'entreprise. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation de la provision pour sinistres sur assurances en réponse à la COVID-19 et, de fait, par l'accroissement des indemnités nettes payées dans le contexte de la pandémie.

Nous avons enregistré des **pertes latentes sur instruments financiers** de 72 millions de dollars durant les neuf premiers mois de 2020, principalement en raison de la volatilité de nos instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. En raison de la volatilité des profits ou des pertes à la juste valeur des instruments financiers et de la difficulté à les estimer, aucune prévision relative à ces éléments ne figure dans le plan d'entreprise.

Les **autres éléments de la perte globale** se sont établis à 86 millions de dollars, surtout en raison d'une diminution du taux d'actualisation des obligations au titre des prestations de retraite.

Les **provisions pour pertes de crédit** ont atteint 2,4 milliards, soit 192 millions de plus qu'à la même période l'année précédente. L'effet net de la détérioration de la qualité du crédit dans notre portefeuille découlant de l'incertitude économique associée à la pandémie de COVID-19, y compris le resserrement de nos hypothèses de perte en cas de défaut, a entraîné une dotation de 900 millions de dollars à ces provisions, auxquels s'ajoutent 874 millions compte tenu des nouveaux prêts dépréciés et de la baisse des recouvrements estimés sur les prêts dépréciés existants. Le reste des provisions pour pertes de crédit dans les neuf premiers mois de 2020 vient notamment de la mise à jour des hypothèses macroéconomiques utilisées pour établir à 434 millions de dollars le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts ainsi que d'une augmentation de 135 millions de dollars des provisions motivée par la composition du portefeuille.

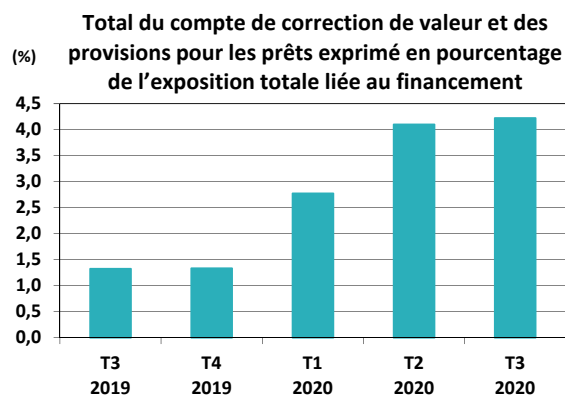
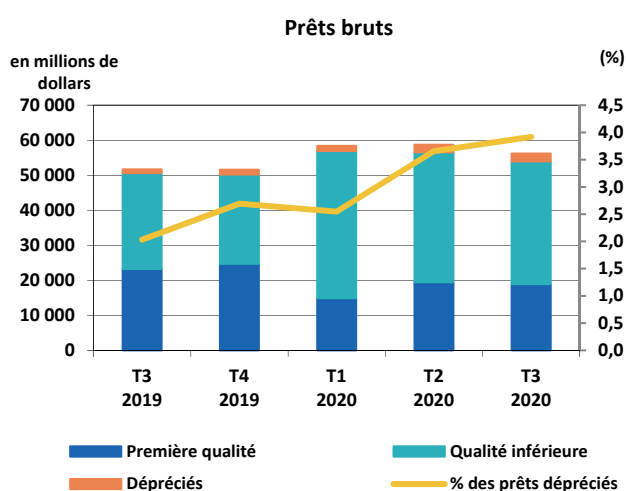
Voici l'activité liée aux provisions pour pertes de crédit par secteurs dans les neuf premiers mois :

Provisions pour pertes de crédit par secteurs

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2020			Périodes de neuf mois closes le 30 sept. 2020		
	Prêts productifs	Prêts dépréciés	Total	Prêts productifs	Prêts dépréciés	Total
Aéronautique	86	53	139	694	141	835
Technologies de l'information et des communications	(4)	52	48	128	290	418
Exploitation minière	(27)	-	(27)	55	216	271
Pétrole et gaz naturel	(37)	(3)	(40)	87	141	228
État	27	-	27	231	-	231
Transport de surface	(56)	13	(43)	125	22	147
Autre	(57)	17	(40)	191	64	255
Total	(68) \$	132 \$	64 \$	1 511 \$	874 \$	2 385 \$

Situation financière

	30 sept. 2020	31 déc. 2019	Sept. 2020 Plan d'entreprise
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>			
Total des actifs	68 243	64 572	67 588
Total des passifs	58 904	54 816	56 161
Capitaux propres	9 339	9 756	11 427
Prêts bruts	56 179	51 601	56 983
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille de prêts	3 320	1 020	1 650
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille d'assurances	510	270	227



Le total des actifs est en hausse de 3,7 milliards de dollars comparativement à décembre 2019, surtout en raison de l'augmentation des prêts bruts attribuable aux prêts déboursés nets totalisant 3,6 milliards et à l'écart de change, partiellement contrebalancés par l'augmentation de 2,1 milliards des provisions pour pertes de crédit. Le solde de prêts déboursés nets de 3,6 milliards de dollars découle en partie du recours accru aux facilités de crédit renouvelables.

L'augmentation des provisions pour les portefeuilles de prêts et d'assurances comparativement à décembre 2019 et aux projections du plan d'entreprise est surtout due à la période d'incertitude économique actuelle liée à la pandémie de COVID-19.

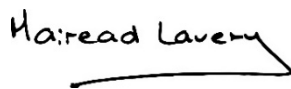
Exprimés en pourcentage des prêts bruts, les prêts dépréciés ont augmenté depuis le premier trimestre de 2020 en raison principalement de l'ajout de deux débiteurs du secteur des technologies de l'information et des communications (424 millions de dollars), d'un débiteur du secteur du pétrole et du gaz naturel (152 millions) et d'un débiteur du secteur de l'aéronautique (116 millions).

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille également à la concordance entre toutes les autres informations appropriées contenues dans ce rapport financier trimestriel et celles contenues dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

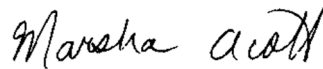
Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen par un auditeur externe.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 septembre 2020, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes présentées dans ces états financiers.



Mairead Lavery
Présidente et chef de la direction

Ottawa, Canada
19 novembre 2020



Marsha Acott
Première vice-présidente et chef de la direction financière
par intérim

Exportation et développement Canada

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens)

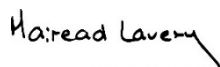
	Notes	30 sept. 2020	31 déc. 2019
Actifs			
Trésorerie		92	176
Titres négociables		10 984	10 754
Instruments dérivés		1 534	668
Prêts	2	56 200	51 565
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	2	(3 060)	(930)
Placements		1 845	1 627
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	3	120	120
Autres actifs		250	221
Actifs au titre des prestations de retraite		20	88
Immobilisations corporelles		42	43
Immobilisations incorporelles		90	108
Actifs liés aux droits d'utilisation		126	132
Total des actifs		68 243 \$	64 572 \$
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		315	117
Emprunts		55 154	52 404
Instruments dérivés		1 948	1 269
Passifs au titre de contrats de location		155	159
Obligations au titre des prestations de retraite		236	210
Provision pour pertes sur engagements de prêts	2	70	10
Passifs au titre des primes et des sinistres	3	750	500
Garanties de prêts	2	276	147
Total des passifs		58 904	54 816
<i>Engagements de financement (note 2) et passifs éventuels (note 4).</i>			
Capitaux propres			
Capital social	5	3 000	1 333
Résultats non distribués		6 339	8 423
Total des capitaux propres		9 339	9 756
Total des passifs et des capitaux propres		68 243 \$	64 572 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

La publication de ces états financiers a été approuvée par le Conseil d'administration le 19 novembre 2020.



Robert S. McLeese
Administrateur



Mairead Lavery
Administratrice

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
		30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
Produits du financement et des investissements					
Prêts		428	573	1 432	1 760
Titres négociables		35	65	138	199
Placements		1	3	9	5
Total des produits du financement et des placements		464	641	1 579	1 964
Charges d'intérêts					
Charges de financement		152	324	645	1 022
Produits du financement et des placements, montant net		7	5	22	17
		305	312	912	925
Commissions de garantie de prêt					
		12	13	36	40
Primes d'assurance et commissions de garantie					
		72	61	193	182
Cession en réassurance		(9)	(11)	(26)	(30)
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	8	63	50	167	152
Autres (produits) ou charges					
	10	(247)	163	(17)	284
Charges administratives					
	11	136	128	394	395
Résultat avant la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions et avant les charges liées aux sinistres					
		491	84	738	438
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit					
	2	64	182	2 385	192
Charges liées aux sinistres					
	9	79	21	351	73
Bénéfice (perte) net					
		348	(119)	(1 998)	173
Autres éléments du résultat global					
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		28	(58)	(86)	(53)
Résultat global					
		376 \$	(177) \$	(2 084) \$	120 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
		30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
Capital social	5	3 000	1 333	3 000	1 333
Résultats non distribués					
Solde à l'ouverture de la période		5 963	8 298	8 423	9 012
Ajustement au titre de la transition à l'IFRS 16		-	-	-	(1)
Solde révisé à l'ouverture de la période		5 963	8 298	8 423	9 011
Bénéfice (perte) net		348	(119)	(1 998)	173
Autres éléments du résultat global					
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		28	(58)	(86)	(53)
Dividende payé	5	-	-	-	(1 010)
Solde à la clôture de la période		6 339	8 121	6 339	8 121
Total des capitaux propres à la clôture de la période		9 339 \$	9 454 \$	9 339 \$	9 454 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) net	348	(119)	(1 998)	173
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	64	182	2 385	192
Écart actuariel sur la provision nette pour sinistres sur assurances	28	(6)	230	(362)
Dotation aux amortissements	10	11	30	31
(Profits) ou pertes réalisés	(14)	5	(86)	13
Variation des actifs et des passifs d'exploitation				
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	(34)	(27)	(78)	(59)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des titres négociables	39	(24)	(196)	(215)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des emprunts	(114)	95	455	600
Variation de la juste valeur des placements	(217)	(45)	(28)	(115)
Variation des instruments dérivés	(218)	161	(147)	(137)
Autres	(76)	(149)	21	(120)
Déboursements sur les prêts	(4 374)	(4 988)	(19 593)	(15 835)
Remboursements sur les prêts et recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	6 499	6 389	16 016	16 675
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	1 941	1 485	(2 989)	841
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Déboursements pour les placements	(122)	(72)	(324)	(198)
Encaissements sur les placements	98	25	191	89
Achats de titres négociables	(2 292)	(2 003)	(6 518)	(6 509)
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	2 403	2 453	7 100	7 257
Achats d'immobilisations corporelles	(1)	(1)	(3)	(1)
Achats d'immobilisations incorporelles	-	(5)	(1)	(18)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	86	397	445	620
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	468	4 456	11 830	14 080
Remboursement d'emprunts à long terme	(2 609)	(5 471)	(9 814)	(11 269)
Émission d'instruments d'emprunt à court terme	5 232	8 867	25 202	21 891
Remboursement d'emprunts à court terme	(8 230)	(10 115)	(26 258)	(26 077)
Déboursements pour la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	(4)	(15)	(92)	(329)
Encaissements sur la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	17	(1)	86	-
Émission de capital-actions	-	-	1 667	-
Dividende payé	-	-	-	(1 010)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(5 126)	(2 279)	2 621	(2 714)
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5)	5	24	(71)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3 104)	(392)	101	(1 324)
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
À l'ouverture de la période	4 490	2 014	1 285	2 946
À la clôture de la période	1 386 \$	1 622 \$	1 386 \$	1 622 \$
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :				
Trésorerie	92	58	92	58
Équivalents de trésorerie inclus dans les titres négociables	1 294	1 564	1 294	1 564
	1 386 \$	1 622 \$	1 386 \$	1 622 \$
Intérêts en trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Intérêts payés en trésorerie	228 \$	379 \$	753 \$	1 099 \$
Intérêts reçus en trésorerie	423 \$	686 \$	1 421 \$	1 892 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

1. Méthodes comptables significatives

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés résumés sont conformes à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada.

À moins d'indication contraire ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés utilisent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont été appliquées à nos états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2019, notes annexes comprises, qui figurent aux pages 91 à 141 de notre Rapport annuel 2019.

Méthode de consolidation

Nos états financiers consolidés tiennent compte des actifs, des passifs, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de nos filiales entièrement détenues et de ceux des entités structurées consolidées conformément à *IFRS 10, États financiers consolidés*. Les transactions et les soldes intragroupes ont été éliminés.

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications et interprétations adoptées au cours de l'exercice

Les normes qui suivent, publiées par l'IASB, ont été adoptées au cours de l'exercice.

IAS 1, Présentation des états financiers et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs – En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 concernant la définition de « significatif ». Les modifications clarifient la définition, expliquent comment elle doit être appliquée et améliorent les explications qui l'accompagnent. Les modifications assurent aussi l'uniformité de la définition dans toutes les IFRS. Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, elles n'ont pas entraîné des changements aux états financiers consolidés.

Cadre conceptuel de l'information financière – En mars 2018, l'IASB a publié un Cadre conceptuel révisé. Définissant les concepts fondamentaux de l'information financière, il vise à assurer l'uniformité dans les décisions relatives aux normes et le traitement des transactions de nature comparable, et ce, dans le but que soient fournies aux utilisateurs d'états financiers des informations utiles. Adopté le 1^{er} janvier 2020, le Cadre conceptuel n'a pas entraîné de changements aux états financiers consolidés.

b) Nouvelles normes, modifications et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

Les normes et modifications mentionnées ci-après, que l'IASB a publiées, ont été évaluées comme pouvant avoir un impact sur EDC à l'avenir. EDC évalue actuellement leurs incidences sur ses états financiers consolidés.

IFRS 17, Contrats d'assurance – En mai 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17, qui contient des dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance, ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet. Aux termes de la norme, les entités doivent évaluer les passifs au titre des contrats selon les flux de trésorerie d'exécution actuels et les produits à comptabiliser en utilisant l'une ou plus de l'une des trois méthodes proposées. EDC prévoit adopter deux de ces méthodes : le modèle général d'évaluation et la méthode de répartition des primes pour évaluer les contrats d'assurance.

En juin 2020, l'IASB a modifié l'IFRS 17 pour repousser de deux ans sa date d'entrée en vigueur, afin qu'elle s'applique aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2023 ou après. Cette norme concerne EDC de très près, et elle aura une incidence sur ses états financiers et les déclarations connexes. Toutefois, il est encore trop tôt pour estimer cette incidence avec un degré raisonnable de certitude.

IFRS 16 – Contrats de location – En mai 2020, l'IASB a publié la norme *Allègements de loyer liés à la COVID-19*, qui comprend une mesure de simplification applicable lorsqu'il faut déterminer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification du contrat de location. Le projet de modification s'applique aux exercices débutant à compter du 1^{er} juin 2020, et il ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur les états financiers consolidés.

Réforme du taux d'intérêt de référence – Phase 2 – En réponse aux réformes du taux d'intérêt de référence, l'IASB a publié en août 2020 des modifications à *IFRS 9, Instruments financiers*, à *IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à *IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir*, à *IFRS 4, Contrats d'assurance* et à *IFRS 16, Contrats de location*. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, l'application anticipée étant permise. Il s'agit de l'ajustement du taux d'intérêt effectif des instruments financiers en fonction du nouveau taux de référence complémentaire et de l'ajout d'exigences de divulgation concernant les nouveaux risques découlant de la réforme et la gestion de la transition vers les taux modifiés. Ces modifications touchent EDC de très près, et elles auront une incidence sur ses états financiers et les déclarations connexes. Toutefois, il est encore trop tôt pour estimer cette incidence avec un degré de certitude raisonnable.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

La préparation des états financiers nécessite des estimations et des jugements clés. Le jugement est nécessaire pour choisir les méthodes comptables, et l'application de ces méthodes nécessite des estimations et des hypothèses qui permettront d'obtenir la valeur comptable à présenter au titre des actifs et des passifs. Les éléments pour lesquels la direction a fait appel à des estimations significatives et a exercé son jugement sont notamment les suivants : les provisions pour pertes sur prêts; les actifs détenus en vue de la vente; les passifs au titre des primes et des sinistres; les régimes de prestations de retraite; les instruments financiers évalués à la juste valeur. Se reporter à la page 94 du Rapport annuel 2019 pour plus de précisions.

2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes sur créances

Prêts

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020	31 déc. 2019
Prêts bruts	56 179	51 601
Créances au titre des intérêts et des commissions	266	242
Produits différés tirés des prêts et autres crédits	(245)	(278)
Total des prêts	56 200 \$	51 565 \$

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2020	2019
Solde au 1 ^{er} janvier	51 601	54 609
Déboursements	19 593	15 835
Remboursements de principal	(15 664)	(16 675)
Recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	(352)	-
Prêts sortis	(53)	(66)
Intérêts incorporés	17	7
Écart de change	1 037	(2 024)
Solde au 30 septembre	56 179 \$	51 686 \$

Exposition et provisions par qualité de crédit

	Dépréciation non liée au crédit		Dépréciation liée au crédit	30 sept. 2020		31 déc. 2019	
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	\$	% du total	\$	% du total
Prêts bruts							
Première qualité*	12 661	6 250	-	18 911	34 %	24 740	48 %
Qualité inférieure	12 925	22 142	-	35 067	62 %	25 415	49 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	2 201	2 201	4 %	1 390	3 %
Dépréciation liée à l'émission d'un prêt	-	-	-	-	-	56	-
Prêts bruts	25 586	28 392	2 201	56 179	100 %	51 601	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	188	1 468	1 404	3 060		930	
Valeur comptable nette – prêts	25 398 \$	26 924 \$	797 \$	53 119 \$		50 671 \$	
Engagements de prêts							
Première qualité*	3 714	1 172	-	4 886	31 %	10 758	60 %
Qualité inférieure	4 003	6 494	-	10 497	68 %	7 134	40 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	147	147	1 %	73	-
Total des engagements de prêt	7 717 \$	7 666 \$	147 \$	15 530 \$	100 %	17 965 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	5	61	4	70		10	
Garanties de prêts							
Première qualité*	238	397	-	635	14 %	584	16 %
Qualité inférieure	2 473	1 363	-	3 836	84 %	2 893	82 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	109	109	2 %	75	2 %
Total des garanties de prêt	2 711 \$	1 760 \$		4 580 \$	100 %	3 552 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	44	72	74	190		80	

* Les prêts de première qualité sont ceux dont les emprunteurs ont obtenu une cote BBB- ou supérieure selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit. Les expositions présentées ne tiennent pas compte de l'application des stratégies d'atténuation des risques.

Compte de correction de valeur pour pertes

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 30 septembre et pour le trimestre clos à cette date, se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde à l'ouverture de la période	219	1 573	1 268	3 060	95	303	362	760
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	125	(125)	-	-	12	(12)	-	-
Transfert vers la phase 2	(94)	96	(2)	-	(8)	12	(4)	-
Transfert vers la phase 3	-	(59)	59	-	-	(19)	19	-
Réévaluations	(89)	18	161	90	(14)	82	83	151
Nouveaux montages	37	71	-	108	7	2	4	13
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(8)	(98)	(19)	(125)	(4)	(6)	(2)	(12)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	(29)	(97)	199	73	(7)	59	100	152
Réductions de valeur et sorties	-	(1)	(44)	(45)	-	-	(8)	(8)
Écart de change	(2)	(7)	(19)	(28)	-	2	4	6
Solde à la clôture de la période	188	1 468	1 404	3 060	88	364	458	910
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	3	71	16	90	8	7	15	30
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	5	(5)	-	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(2)	2	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	(3)	(6)	3	(6)	(3)	13	1	11
Nouveaux montages	4	-	-	4	-	-	-	-
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(2)	(1)	(15)	(18)	(1)	-	-	(1)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	2	(10)	(12)	(20)	(4)	13	1	10
Solde à la clôture de la période	5	61	4	70	4	20	16	40
Provision pour pertes sur garanties de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	34	74	72	180	12	1	47	60
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	23	(23)	-	-	1	(1)	-	-
Transfert vers la phase 2	(33)	33	-	-	(5)	5	-	-
Réévaluations	(26)	(9)	7	(28)	(5)	18	26	39
Nouveaux montages	58	-	-	58	10	-	-	10
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(12)	(2)	(5)	(19)	-	(15)	(14)	(29)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	10	(1)	2	11	1	7	12	20
Écart de change	-	(1)	-	(1)	-	-	-	-
Solde à la clôture de la période	44	72	74	190	13	8	59	80
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	237 \$	1 601 \$	1 482 \$	3 320 \$	105 \$	392 \$	533 \$	1 030 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 30 septembre et pour la période de neuf mois close à cette date, se présentent comme suit :

	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde à l'ouverture de la période	156	294	480	930	110	353	357	820
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	259	(259)	-	-	46	(46)	-	-
Transfert vers la phase 2	(240)	245	(5)	-	(11)	17	(6)	-
Transfert vers la phase 3	-	(146)	146	-	-	(29)	29	-
Réévaluations	(89)	1 302	878	2 091	(64)	91	142	169
Nouveaux montages	116	182	13	311	27	4	9	40
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(16)	(136)	(37)	(189)	(16)	(21)	(3)	(40)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	30	1 188	995	2 213	(18)	16	171	169
Réductions de valeur et sorties	-	(1)	(50)	(51)	-	4	(59)	(55)
Écart de change	2	(13)	(21)	(32)	(4)	(9)	(11)	(24)
Solde à la clôture de la période	188	1 468	1 404	3 060	88	364	458	910
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	9	-	1	10	8	12	-	20
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	13	(13)	-	-	1	(1)	-	-
Transfert vers la phase 2	(15)	15	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	(11)	61	51	101	(8)	10	17	19
Nouveaux montages	11	-	-	11	4	-	-	4
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(2)	(1)	(48)	(51)	(1)	(1)	-	(2)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	(4)	62	3	61	(4)	8	17	21
Écart de change	-	(1)	-	(1)	-	-	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période	5	61	4	70	4	20	16	40
Provision pour pertes sur garanties de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	19	7	54	80	11	24	45	80
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	36	(36)	-	-	23	(23)	-	-
Transfert vers la phase 2	(70)	70	-	-	(6)	6	-	-
Transfert vers la phase 3	-	(1)	1	-	-	-	-	-
Réévaluations	(37)	51	44	58	(37)	15	48	26
Nouveaux montages	114	4	-	118	23	-	-	23
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(18)	(20)	(27)	(65)	(1)	(13)	(33)	(47)
Total de la dotation (reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	25	68	18	111	2	(15)	15	2
Écart de change	-	(3)	2	(1)	-	(1)	(1)	(2)
Solde à la clôture de la période	44	72	74	190	13	8	59	80
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	237 \$	1 601 \$	1 482 \$	3 320 \$	105 \$	392 \$	533 \$	1 030 \$

Engagements de financement

Le tableau suivant présente les engagements de financement en cours, ventilés par catégorie.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020	31 déc. 2019
Engagements de prêts signés	15 530	17 965
Lettres d'offre	2 234	3 320
Lignes de crédit confirmées, mais non encore attribuées	127	158
Total des engagements de financement	17 891 \$	21 443 \$

3. Passifs au titre des primes et des sinistres

Les passifs au titre des primes et des sinistres découlant de nos groupes de produits d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, de garanties pour le commerce international et d'assurance risques politiques s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020			31 déc. 2019		
	Assurances	Réassurance	Passif net	Assurances	Réassurance	Passif net
Assurance crédit	360	(10)	350	230	(10)	220
Assurance d'institution financière	10	-	10	10	-	10
Garantie pour le commerce international	170	(10)	160	60	-	60
Assurance risques politiques	210	(100)	110	200	(110)	90
Total	750 \$	(120) \$	630 \$	500 \$	(120) \$	380 \$

Les passifs au titre des primes et des sinistres se décomposent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020	31 déc. 2019
Primes d'assurance différées	150	140
Provision pour sinistres sur assurances	600	360
Total des passifs au titre des primes et des sinistres	750	500
Quote-part des réassureurs dans la provision pour sinistres sur assurances	(90)	(90)
Primes de réassurance payées d'avance	(30)	(30)
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	(120)	(120)
Passif net au titre des primes et des sinistres	630 \$	380 \$

4. Passifs éventuels

Comme il est indiqué à la page 92 du Rapport annuel 2019, la *Loi sur le développement des exportations* nous impose un plafond à l'égard de nos passifs éventuels. Ce plafond a été accru au premier trimestre de 2020 pour s'établir à 90,0 milliards comparativement à 45,0 milliards de dollars. Notre position par rapport à cette limite s'établit à 32,4 milliards de dollars au 30 septembre 2020 (27,2 milliards au 31 décembre 2019).

5. Capitaux propres

Le capital social autorisé d'EDC est de 15,0 milliards de dollars, soit 150 millions d'actions ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune. Le nombre d'actions émises et entièrement libérées est de 30,0 millions (13,3 millions en 2019). Le 9 novembre 2020, EDC a reçu 9,3 milliards de dollars en nouveaux capitaux contre 93,0 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

Aucun dividende n'a été versé au gouvernement du Canada en 2020 (1 010 millions en 2019).

6. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Pour une description détaillée de nos contrôles, politiques et techniques d'évaluation concernant la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter à la note 20 de la page 125 du Rapport annuel 2019.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment donné et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée des instruments financiers décrits ci-dessous ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des données estimées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les méthodes et valeurs dérivées de ces modèles au troisième trimestre de 2020 demeurent relativement inchangées par rapport à celles présentées dans le Rapport annuel 2019.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant donne la hiérarchie des justes valeurs des instruments financiers selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020						31 déc. 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
Actifs										
Prêts productifs à taux fixe	-	12 523	1 827	14 350	14 105	-	14 117	72	14 189	14 038
Prêts productifs à taux variable	-	36 462	1 286	37 748	38 240	-	35 512	738	36 250	35 760
Total des prêts productifs	-	48 985	3 113	52 098	52 345	-	49 629	810	50 439	49 798
Prêts dépréciés	-	795	-	795	795	-	838	-	838	838
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	-	49 780	3 113	52 893	53 140	-	50 467	810	51 277	50 636
Titres négociables	6 196	4 788	-	10 984	10 984	6 562	4 192	-	10 754	10 754
Instruments dérivés	-	1 534	-	1 534	1 534	-	668	-	668	668
Placements	1	-	1 844	1 845	1 845	5	-	1 622	1 627	1 627
Autres actifs	202	18	30	250	250	170	23	25	218	221
Passifs										
Dettes fournisseurs et autres crédits	299	17	-	316	315	98	22	-	120	117
Emprunts	-	55 277	-	55 277	55 154	-	52 422	-	52 422	52 404
Instruments dérivés	-	1 948	-	1 948	1 948	-	1 269	-	1 269	1 269
Garanties de prêts	-	240	-	240	276	-	113	-	113	147

Un changement dans la méthode d'évaluation peut entraîner des transferts vers ou depuis les niveaux 1, 2 et 3. Au cours des neuf premiers mois de 2020, aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux.

Le tableau suivant présente un rapprochement, entre le début de l'exercice et la fin du troisième trimestre de 2020, des justes valeurs de niveau 3 des instruments financiers inscrits à la juste valeur.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020		
	Autres actifs	Placements	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	25	1 622	1 647
Croissance des autres actifs	4	-	4
Profits (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	-	27	27
Achat d'actifs et émission d'instruments d'emprunt	-	323	323
Remboursement de capital	-	(151)	(151)
Écart de change	1	23	24
Solde à la clôture de la période	30 \$	1 844 \$	1 874 \$
Total des profits ou (pertes) des neuf premiers mois de 2020, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture du trimestre	4 \$	73 \$	77 \$

7. Risques liés aux instruments financiers

Les principaux risques que nous courons du fait de détenir des instruments financiers sont les risques de crédit, de marché et d'illiquidité. Pour avoir une description détaillée de nos objectifs, politiques et procédés de gestion des risques liés aux instruments financiers, se reporter au rapport de gestion (pages 68 à 73) du Rapport annuel 2019, ainsi qu'aux notes portant sur nos instruments dérivés et nos instruments d'emprunt (pages 114 à 116).

Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend les risques de pertes découlant du non-respect par une contrepartie de ses obligations financières. Nous nous exposons à des risques de crédit en raison des instruments financiers présents dans notre programme de prêts et nos activités de trésorerie.

Concentration du risque de crédit

Le tableau suivant donne une ventilation, par pays où se situe le risque, du montant maximal de notre exposition au risque de crédit inhérent aux instruments financiers. L'exposition comprend les prêts bruts, les garanties de prêts, les placements, les titres négociables, les actifs dérivés et la trésorerie. L'exposition à la concentration du risque de crédit présentée ci-après tient aussi compte de l'effet des accords de participation aux risques non capitalisés et de l'assurance défaut de remboursement de prêt, que nous utilisons pour atténuer le risque de crédit présent dans le portefeuille de prêts.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020		31 déc. 2019	
	Exposition		Exposition	
Pays	\$	%	\$	%
États-Unis	18 536	25	18 310	27
Canada	12 989	17	9 265	14
Royaume-Uni	5 981	8	5 315	8
Chili	4 440	6	3 440	4
Australie	3 551	5	3 462	5
Autres	29 717	39	28 586	42
Total	75 214 \$	100	68 378 \$	100

Le tableau suivant indique la concentration du risque de crédit inhérent à nos instruments financiers par secteurs industriels.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 sept. 2020		31 déc. 2019	
	Exposition		Exposition	
Secteur industriel	\$	%	\$	%
Comptes commerciaux :				
Aéronautique	11 451	15	9 824	14
Transport de surface	9 033	12	6 766	10
Infrastructure et environnement	8 790	12	7 175	10
Institutions financières	7 660	10	6 839	10
Exploitation minière	6 971	9	6 181	9
Pétrole et gaz naturel	6 701	9	7 752	11
Technologies de l'information et des communications	6 207	8	5 939	9
Autres	7 551	11	7 198	11
Total des comptes commerciaux	64 364	86	57 674	84
Prêts souverains	10 850	14	10 704	16
Total	75 214 \$	100	68 378 \$	100

8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net

Le tableau suivant présente le montant net de nos primes d'assurance et de nos commissions de garantie comptabilisées en produits au titre de nos programmes d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, de garanties pour le commerce international et d'assurance risques politiques.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le					
	30 sept. 2020			30 sept. 2019		
	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes
Assurance crédit	36	(4)	32	29	(4)	25
Assurance d'institution financière	4	(1)	3	2	-	2
Garantie pour le commerce international	28	(2)	26	25	(4)	21
Assurance risques politiques	4	(2)	2	5	(3)	2
Total	72 \$	(9) \$	63 \$	61 \$	(11) \$	50 \$

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Périodes de neuf mois closes le					
	30 sept. 2020			30 sept. 2019		
	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes
Assurance crédit	92	(10)	82	86	(10)	76
Assurance d'institution financière	10	(1)	9	8	-	8
Garanties pour le commerce international	77	(7)	70	71	(10)	61
Assurance risques politiques	14	(8)	6	17	(10)	7
Total	193 \$	(26) \$	167 \$	182 \$	(30) \$	152 \$

9. Charges liées aux sinistres

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	Indemnités versées	55	27	141
Indemnités recouvrées	(4)	(2)	(19)	(11)
Écart actuariel sur la provision nette pour sinistres sur assurances (Augmentation) ou diminution des indemnités recouvrables sur assurances	28	(6)	230	(362)
	(1)	2	(4)	11
Frais de gestion de sinistres	1	-	3	1
Total des charges liées aux sinistres	79 \$	21 \$	351 \$	73 \$

10. Autres (produits) ou charges

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
(Profit) ou perte nette réalisé et latent sur les prêts	(90)	99	463	605
(Profit) ou perte nette réalisé et latent sur les dérivés	42	140	(147)	(12)
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les titres négociables	20	(38)	(250)	(207)
Profit net réalisé et latent sur les placements	(220)	(42)	(61)	(109)
(Profit) ou perte de change	(8)	1	(12)	4
Autre	9	3	(10)	3
Total des autres (produits) ou charges	(247) \$	163 \$	(17) \$	284 \$

11. Charges administratives

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
Salaires et avantages sociaux	67	65	201	198
Prestations de retraite comptabilisées en charges	11	8	32	24
Autres avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail comptabilisés en charges	4	3	11	9
Services professionnels	18	11	40	32
Systèmes	11	10	33	33
Marketing et communications	8	7	17	23
Occupation	7	6	20	19
Dotation aux amortissements	7	9	24	25
Voyages, accueil et conférences	-	2	2	7
Autres	3	7	14	25
Total des charges administratives	136 \$	128 \$	394 \$	395 \$

12. Transactions entre parties liées

Le gouvernement du Canada est l'unique actionnaire d'Exportation et développement Canada. Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des transactions avec d'autres ministères, organismes gouvernementaux et sociétés d'État, ainsi qu'avec notre régime de retraite, selon des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



MANDAT D'EDC

Soutenir et développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada et la capacité du pays à y participer et à profiter des débouchés offerts sur le marché international.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2020.
Tous droits réservés.



Canada